Ce document a été mis en ligne par l'organisme FormaV®.

Toute reproduction, représentation ou diffusion, même partielle, sans autorisation préalable, est strictement interdite.

Pour consulter tous nos sujets d'annales et corrigés du BP Génie Climatique, veuillez visiter :
bp-genie-climatique.fr/annales-sujets-et-corriges

ACADEMIE DE NICE	Session 2006	SUJET 1/9
BP	EQUIPEMENTS SANITAIRES	
E5 – EXPRESSION FRANCAISE ET OUVERTURE SUR LE MONDE		
Durée : 3 h	Coef.: 3	

MONDIALISATION : INEGALITES ET CONTESTATIONS

Quelles sont les limites de la mondialisation actuelle ?

Document 1 : La mondialisation : faut-il s'en réjouir ou la redouter ?
(http://www.imf.org/external/np/exr/ib/2000/fra/041200f.htm)

Document 2 : a) Les 20 premières puissances économiques mondiales
(http://www.etb.ac-caen.fr/flaubert/infos/mondialisation/60puiss.jpg)
b) Graphique du commerce mondial
Le Monde : Dossiers et documents N° 258, Octobre 1997

Document 3 : Avec l'OMC, la mondialisation, c'est trognon
(http://www.sudptt.fr/dessins/d20031028_2.jpg)

Document 4 : AUTOMOBILE Des négociations salariales décisives s'ouvrent aujourd'hui chez le numéro 1 Européen.
LE FIGARO économie Jeudi 28 Octobre 2004

Document 5 : Industrie : Délocalisations, les vrais chiffres
(http://www.lefigaro.fr/entreprises/20041101.ENT0019.html)

Document 6 : Altermondialisme(s)
Le Monde Initiatives N°34 Octobre 2004

Vous lirez attentivement les documents avant de traiter le sujet.
Vous rendrez le fond de carte avec votre copie.

Document 1 : La mondialisation : faut-il s'en réjouir ou la redouter ?

Préparé par les services du FMI
12 avril 2000

a) Qu'est-ce que la mondialisation ?

La «mondialisation» est un processus historique qui est le fruit de l'innovation humaine et du progrès technique. Elle évoque l'intégration croissante des économies dans le monde entier, au moyen surtout des courants d'échanges et des flux financiers. Ce terme évoque aussi parfois les transferts internationaux de main-d'œuvre ou de connaissances (migrations de travail ou technologiques). La mondialisation comporte enfin des dimensions culturelle, politique et environnementale plus vastes qui ne sont pas abordées dans la présente étude.

Fondamentalement, la mondialisation n'a rien de mystérieux. Le terme est couramment utilisé depuis les années 80, c'est-à-dire depuis que le progrès technique permet d'effectuer plus facilement et plus rapidement les opérations internationales (commerciales ou financières). Il traduit le prolongement, au-delà des frontières des pays, des forces du marché qui ont opéré pendant des siècles à tous les niveaux d'activité économique (marchés de village, industries urbaines ou centres financiers).

Le marché favorise l'efficience grâce à la concurrence et à la division du travail (la spécialisation permet aux travailleurs et aux économies de se consacrer à ce qu'il font de mieux). Grâce à la mondialisation des marchés, il est possible de tirer parti de marchés plus nombreux et plus vastes dans le monde. Cela signifie que l'on peut avoir accès à davantage de capitaux et de ressources technologiques, que les importations sont moins coûteuses et que les débouchés pour les exportations sont élargis. Cependant, les marchés ne garantissent pas nécessairement que cette efficience accrue profite à tous. Les pays doivent être prêts à lancer les politiques indispensables et, dans le cas des plus pauvres, ils peuvent pour ce faire avoir besoin de l'appui de la communauté internationale.

b) Croissance sans précédent et aggravation des inégalités : les tendances du revenu au XX^{e} siècle

La mondialisation n'est pas un phénomène récent. D'après certains analystes, l'économie était aussi mondialisée il y a 100 ans qu'aujourd'hui. Par contre, les échanges et les services financiers sont beaucoup plus développés et intégrés aujourd'hui. Il convient surtout de signaler que l'intégration des marchés financiers a été rendue possible grâce aux moyens de communication électroniques.
Au XX^{e} siècle, la croissance économique a été sans précédent : le PIB mondial par habitant a presque quintuplé. Cependant, cette croissance n'a pas été régulière, l'expansion la plus vigoureuse ayant été enregistrée pendant la seconde moitié du siècle, période de forte progression des échanges accompagnée d'un mouvement de libération du commerce – et en général un peu plus tard des flux financiers.
Pendant l'entre deux guerres, le monde rejetait l'internationalisme – ou la mondialisation comme l'on dit maintenant – et les pays ont fermé leur économie et adopté des mesures protectionnistes et un contrôle généralisé des capitaux. Cela a joué un rôle majeur dans les résultats profondément négatifs de cette époque (la progression du revenu par habitant est tombée à moins de 1 % pour la période 1913-1950). Pendant la seconde moitié du siècle, même si la croissance démographique a été exceptionnelle, le revenu par habitant a été supérieur à 2 %, le taux le plus élevé ayant été enregistré durant la vague de prospérité que les pays industriels ont connue après la guerre.
Le XX^{e} siècle a été marqué par une croissance moyenne remarquable des revenus, mais qui, à l'évidence, a été elle aussi inégalement répartie. L'écart entre les riches et les pauvres, qu'il s'agisse des pays ou des personnes, s'est creusé. Le PIB par habitant du quart le plus riche de la population mondiale a pour ainsi dire sextuplé, tandis que celui du quart le plus pauvre a moins que triplé. Les inégalités de revenu se sont manifestement aggravées.

http://www.imf.org/external/np/exr/ib/2000/fra/041200f.htm

Document 2a :

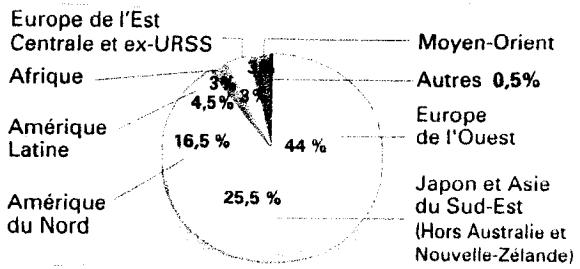
Les 20 premières puissances économiques mondiales
(Etats et entreprises confondus)

Rang	Etat ou multinationales	PIB ou chiffre d'affaires (en milliards de dollars)
1er	Etats-Unis	7745,7
2e	Japon	4201,6
3e	Allemagne	2100,1
4e	France	1398,5
5e	Royaume-Uni	1271,7
6e	Italie	1145,4
7e	Chine (Hong Kong compris)	996,4
8e	Brésil	786,5
9e	Canada	603,1
10e	Espagne	531,4
11e	Corée du Sud	442,5
12e	Russie	440,6
13e	Australie	391,0
14e	Pays-Bas	360,5
15e	Inde	359,8
16e	Mexique	334,8
17e	Argentine	322,7
18e	Suisse	293,4
19e	Belgique	264,4
20e	Suède	227,8

http://www.etb.ac-caen.fr/flaubert/infos/mondialisation/60puiss.jpg

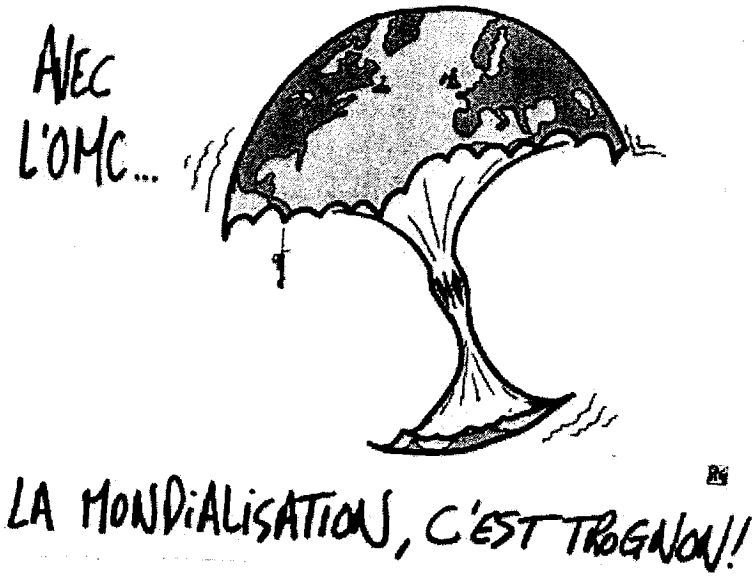
Document 2b :

Graphique du commerce mondial
Le Monde : Dossiers et documents N° 258, Octobre 1997



Document 3 :

Avec l'OMC, la mondialisation, c'est trognon



http://www.sudptt.fr/dessins/d20031028_2.jpg

Document 4 :
LE FIGARO économie Jeudi 28 Octobre 2004

AUTOMOBILE Des négociations salariales décisives s'ouvrent aujourd'hui chez le numéro 1 Européen.

La guerre des coûts menace le modèle social de Volkswagen.

Est-ce la rencontre de la dernière chance pour Volkswagen ? La direction du premier groupe européen et les représentants du syndicat IGMetall en Basse-Saxe se retrouvent aujourd'hui, à Hanovre, pour des négociations salariales décisives. Ce sera la quatrième fois depuis le début du cycle de réunions entamé début septembre. Hier, la tension a monté d'un cran. Sur le site principal de Wolsbourg, plus de 30 000 salariés ont débrayé pour participer à une réunion d'information. Le directeur des ressources humaines, Peter Hartz, a jeté de l'huile sur le feu : « *Si nous ne parvenons pas à imposer nos idées en termes de réduction des coûts, nos effectifs en Allemagne seront réduits de manière dramatique dans les prochaines années.* » Mi-septembre, le directeur financier avait déjà évoqué 30 000 emplois supprimés « *faute d'accord* ».

En toile de fond de ces discussions, une question lancinante : l'industrie automobile allemande a-t-elle encore les moyens d'avoir les salariés les mieux payés du monde ? Peter Hartz assure que non. « *Nous sommes contraints de remettre de l'ordre dans nos coûts* », martèle le DRH, célèbre outre-Rhin pour avoir donné son nom à une réforme clef du marché du travail. En Allemagne, les coûts salariaux sont de 35,8 euros de l'heure. C'est davantage qu'au Japon, avec 35,7 euros de l'heure, qu'en France avec 22,4 euros, ou ... qu'en Roumanie, avec 1,8 euro !

En début d'année, après la présentation des mauvais résultats de 2003 (bénéfice opérationnel en chute de 62%, à 1,7 milliard), Volkswagen a jeté un pavé dans la mare. Le patron du groupe , Bernd Pischetsrieder, a lancé un plan de réduction baptisé « Formotion ». Le groupe allemand veut baisser ses coûts salariaux de 30% d'ici à 2011. Simultanément, un millier d'emplois seraient supprimés dans les sites de distribution de pièces détachées.../...

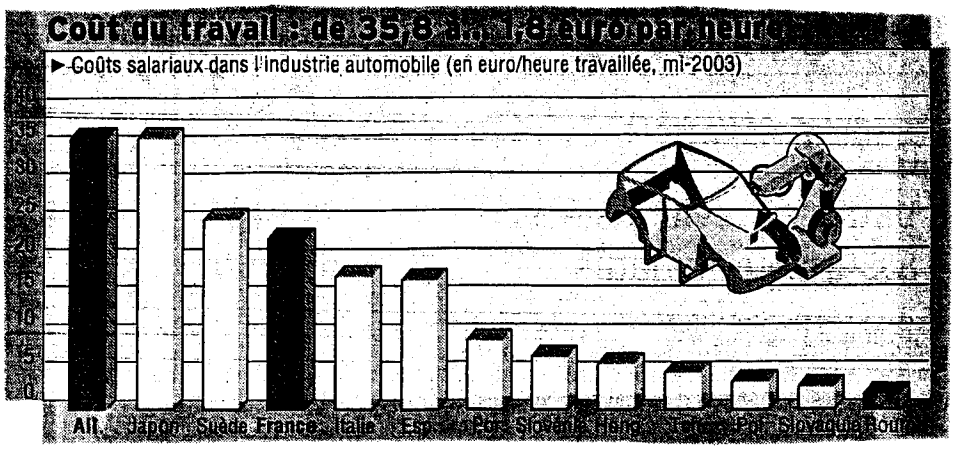
Pour contenir la menace de grève, la direction brandit l'arme des délocalisations. Déjà, elle a indiqué qu'elle soumettrait au conseil d'administration la décision de transférer en 2006 la production de la Golf V Break du site historique de Wolsbourg à son usine de Puebla, où sont fabriquées les New-Beetle, versions coupé et cabriolet, et la Jetta. Volkswagen vient aussi de réviser à la baisse ses prévisions de résultats, après une chute des profits de 35% au premier semestre. Dans le même temps, Bruxelles remet en cause la loi protégeant le capital de Volkswagen. Cette réglementation interdit à tout actionnaire de posséder plus de 20% de son capital. Le Land de Basse-Saxe se bat pour conserver son statut d'actionnaire de référence.

La centrale syndicale réclame une garantie d'emplois sur dix ans et une hausse de 4% des salaires. La direction veut au contraire imposer un gel des salaires pendant deux ans de 103 000 des 176 000 employés pour atteindre son objectif de réduction de coût de personnel de 30% d'ici sept ans. Pour justifier cette position, elle affirme avoir des coûts supérieurs de 11% à ses concurrents en Allemagne, et de 80% à ses sites de production à l'étranger ! .../...

Volkswagen s'apprête à abattre un nouvel atout. Le 1er janvier, Wolfgang Bernhard, 43 ans, arrivera à Wolfsbourg précédé d'une redoutable réputation de «tueur de coûts ». Ex-numéro deux de Chrysler et membre du directoire de Daimler-Chrysler, il est à l'origine du plan de redressement du groupe qui s'est concrétisé par la suppression de 20 000 emplois ? On lui doit aussi le lancement de la Chrysler 300 C, qui dope les ventes. Il dirigera notamment la marque Volkswagen, mais aussi Skoda, Bentley et Bugatti.

Sans doute Wolfgang Bernhard devra-t-il mettre en œuvre la désormais célèbre formule de Bernd Pischetsrieder alors qu'on lui demandait d'identifier la cause des soucis de Volkswagen : « *trop de marques et pas assez de voitures .*» Et sans doute trop de coûts aussi.

Charles Gautier



Document 5 :

INDUSTRIE
Délocalisations, les vrais chiffres

Faute de statistiques officielles, «Le Figaro Entreprises» a évalué le nombre d'emplois délocalisés. C'est près de dix fois moins que les restructurations...

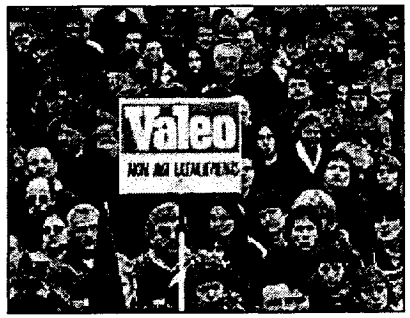
¡ Valérie COLLET, Christine DUCROS et Bruno JACQUOT
[02 novembre 2004]

A la mi-octobre, Arc International annonçait une réduction d'effectif de plus de 2 000 personnes. Le coup est rude pour le Nord-Pas-de-Calais. *«Un cataclysme»,* selon Michel Lefait, député du Pas-de-Calais. Avec 11 000 employés, le numéro un mondial des arts de la table est le premier employeur privé de la région. *«Il s'agit d'une délocalisation qui ne dit pas son nom»,* assure Anne-Catherine Delhaye, déléguée syndicale CFE-CGC. Elle est révoltée car, si les ex-Cristalleries d'Arques suppriment des emplois en France, elles ont recruté en Chine, en 2003, et aux Emirats arabes unis, en 2004. Plutôt que de délocalisation, la direction d'Arc International parle d'*«adaptation de son outil de production aux conditions du marché».*



La délocalisation du site d'Electrolux de Reims est programmé pour début 2005.

Un mois plus tôt, le 9 septembre, à Evreux, les employés de Klaxon manifestaient. La maison mère, le fabricant italien de pièces automobiles Fiamm, venait de décider la suppression de 183 emplois en France, dont 161 sur les 192 de l'usine normande. Une partie de la production d'avertisseurs est délocalisée en Inde, à New-Delhi, et celle d'antennes d'autoradios en République tchèque, à Mlada Boleslav. De même, il y a deux ans, le départ de Majorette pour la Thaïlande s'est soldé par la suppression d'environ 230 emplois. L'exil d'une marque aussi populaire a bien évidemment frappé les esprits.



Les habitants de Labastide-Saint-Pierre (Tarn-et-Garonne) manifestent, le 19 janvier 2002, sur la place du village en compagnie des employés de l'usine Valeo pour protester contre la délocalisation de l'usine.

Ces délocalisations sont des drames sociaux à l'échelle locale, plus terribles lorsqu'ils surviennent dans des régions, comme le Nord-Pas-de-Calais, qui ont déjà eu dans le passé leur lot de restructurations. Mais à l'échelle du pays ? Depuis le printemps, rapports, études et notes ont fleuri sans vraiment apporter de réponse. *«Nous n'avons aucune statistique officielle»,* reconnaît Patrick Devedjian, ministre délégué à l'Industrie *(lire son interview page 16).* Selon une note de la Direction des relations économiques extérieures du ministère des Finances, *«les investissements industriels dans les pays en développement – qui concentrent logiquement la majorité de nos délocalisations – représentent une faible part des investissements directs étrangers (IDE), 4% seulement».*

Ni statistiques, ni définition officielle non plus. *«En France,* relève Eric Juvin, consultant, président d'Eurogroup Institute, *délocaliser est quasiment devenu criminogène. Cela n'aide pas à y voir clair.»* C'est pour cette raison que *Le Figaro Entreprises* s'est attaché à évaluer de la manière la plus précise possible les délocalisations d'entreprises françaises. Nous avons tenté de recenser tous les cas de délocalisation au sens strict du terme. A savoir : les fermetures partielles ou totales de sites de production suivies d'un transfert de l'activité dans un pays étranger. Notre enquête établit que, depuis le début de l'année, une trentaine

d'entreprises ont délocalisé ou annoncé qu'elles allaient délocaliser leur production à l'étranger. Ce qui représente environ 6 000 emplois.

Nous avons ensuite croisé le résultat de cette enquête avec les données collectées par l'European Monitoring Centre on Change (EMCC), société d'étude qui gère un observatoire des restructurations d'entreprises. Pour l'année 2004, cet organisme a pour l'instant recensé quelque 1 700 emplois supprimés pour cause de délocalisation. Depuis 2002, il en comptabilise 4 000, contre 50 000 suppressions de postes pour restructurations, près de 29 000 pour cause de faillites et 5 600 à la suite de fusions-acquisitions.

Avec une approche différente, l'Insee aussi s'est penché sur la question en s'attachant aux sociétés françaises du CAC 40. Celles-ci ont certes augmenté leurs effectifs hors de France de 1,3 à 2,2 millions de personnes entre 1997 et 2002. Parallèlement, leurs effectifs en France sont restés stables à 1,5 million de salariés.

«A ce jour, les restructurations industrielles ont pesé bien plus lourd dans la disparition des emplois en France que les délocalisations, souligne, pour sa part, Bernard Pointeau, associé chez Bain & Company à Paris. *La mutation économique de notre pays n'a pas commencé avec le début des délocalisations il y a deux ans.»* Notre décompte conduit ainsi à un ordre de grandeur réaliste du phénomène. Et encore avons-nous compté «large». Par exemple, nous avons intégré à notre calcul l'usine de Rennes de ST Microelectronics, transférée à Singapour, où le groupe est déjà installé depuis quinze ans, alors qu'un reclassement a été proposé à Crolles et Rousset, les deux autres sites français de ST Microelectronics. De même, nous avons retenu le cas Snappon. Cet équipementier automobile a fermé son usine et transféré son outil de production en République tchèque. Mais l'entreprise affirme que l'activité de Chartres a été réintégrée dans ses deux autres usines françaises.

http://www.lefigaro.fr/entreprises/20041101.ENT0019.html

Document 6 :

ALTERMONDIALISME(S)

Seattle, décembre 1999. 40 000 personnes protestent contre la mondialisation lors des négociations de l'OMC sur le lancement d'un nouveau cycle de négociations commerciales qui oppose les Etats-Unis à l'Europe et exclut les pays en développement. C'est une prise de conscience : « *Les grandes décisions mondiales sont prises par des instances supranationales sans légitimité, sans cadre démocratique* », dénoncent les manifestants. La contestation n'est plus structurée par le mouvement syndical traditionnel, construit sur la délégation du pouvoir. Elle passe par des groupes, par les individus eux-mêmes qui se posent la question de la gouvernance mondiale, de la démocratie planétaire. Ils s'organisent en réseau, à l'image d'Internet qui devient l'outil global de mobilisation, et prônent un modèle démocratique participatif où chaque citoyen aurait une prise sur l'avenir de la planète.

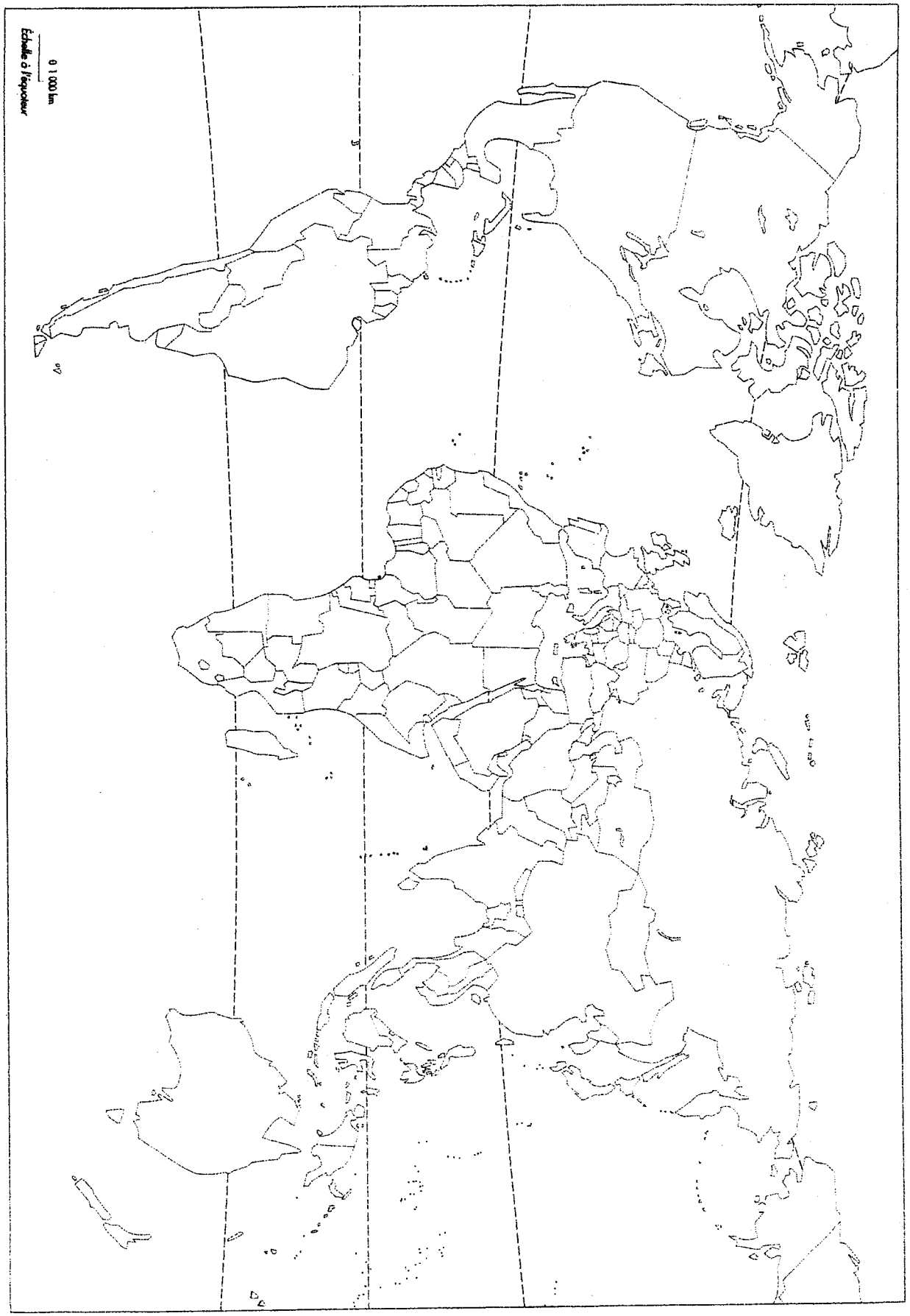
D'abord purement contestataire (antimondialiste), le courant veut devenir une force de proposition. « Un autre monde est possible ! » clament les altermondialistes. La mondialisation est là, inexorable, les décisions nationales sont déjà des enjeux à l'échelle globale. Pourquoi refuser cette tendance en bloc ? Bien sûr, elle a entraîné une financiarisation de l'économie qui bouleverse la valeur du travail et crée des exclus du système, mais elle permet aussi la circulation de l'information, les prises de conscience planétaire et surmonte de fait les visions nationalistes...

Mais qui sont ces altermondialistes ? Unis dans la contestation, peuvent-ils élaborer des propositions communes ? Un mouvement d'éducation populaire comme Attac est vite vilipendé par d'autres courants altermondialistes plus radicaux comme les No Vox. Une taxe sur les transactions financières (taxe Tobin) est-elle à la hauteur des ambitions, construire un autre monde ? Faut-il s'inscrire dans la vie politique traditionnelle, entretenir des relations avec les partis réformistes et sociaux-démocrates ? Ou bien faut-il se limiter à des combats de terrain, pour le droit au logement, pour les sans-papiers ?

En France l'émergence aux élections européennes de listes 100% altermondialistes, proche d'Attac, a ouvert le débat. Devant le problème de leur propre débouché politique, les altermondialistes sont aujourd'hui à la croisée des chemins.

Dominique Martinez
Le Monde initiatives n° 34, octobre 2004

CARTE A RENDRE AVEC LA COPIE



MONDIALISATION : INÉGALITES ET CONTESTATIONS

Quelles sont les limites de la mondialisation actuelle ?

QUESTIONS	CAPACITES	BAREME
Documents 1a et 1b :		
1°) *Document 1a* : Donnez en quelques lignes, une définition de la mondialisation. Quels sont les avantages et les inconvénients évoqués dans le texte ?	C	3
2°) *Document 1b* : Pourquoi la mondialisation est-elle beaucoup plus développée aujourd'hui ? Quels sont les effets positifs et négatifs de cette mondialisation de l'économie ?	CS	3
Documents 2a et 2b :		
3° a) Quelles sont les premières puissances mondiales ? A quel ensemble appartiennent-elles ? (*Document 2a*)	ID / CS	1,5 +0,5
3° b) Quels pays dominent le commerce mondial ? Quels sont les pays qui participent le moins ? (*Document 2b*)	ID	3
Documents 1 et 3 :		
4°) Quelle est la nature du document 3 ? En vous aidant du document 1, déterminez qui sont les victimes de la mondialisation ? Expliquez le texte accompagnant le dessin.	EJC C	1 3
Document 4 :		
5° a) Pourquoi la direction et les salariés sont-ils en conflit ? Combien de fois le directeur est-il cité ? De quelle façon ses paroles sont-elles rapportées ? Justifiez.	C B / E	2 1 + 2
5° b) A l'aide du graphique et du texte, expliquez le titre de l'article : « **guerre des coûts** ». Justifiez votre réponse en vous appuyant sur le texte et en étudiant le graphique.	CS EJC	2 2
Document 5 :		
6° a) Expliquer le terme **délocalisation**. b) Quels sont les exemples développés par le texte ? c) Quelles sont les conséquences de ce phénomène ?	CS ID CS	2 1 2
Document 6 :		
7°) Qu'est-ce que l'**altermondialisme** ? Quelles sont ses revendications ? Donnez un exemple d'association altermondialiste.	CS ID	3 1
RÉALISATION :		
8°) A l'aide des documents, complétez le fond de carte ci-joint : placez les trois premières puissances mondiales, faites apparaître les principaux flux d'échanges mondiaux et l'opposition planétaire mise en évidence par l'ensemble des documents. N'oubliez pas de donner un titre et de construire une légende.	TR	6

QUESTIONS	CAPACITES	BAREME
COMPÉTENCES D'ÉCRITURE :		
9°) En tant que « citoyen du monde », vous prononcerez un discours lors d'une conférence de l'ONU réunissant les principaux dirigeants mondiaux. Dans ce discours argumenté, vous dénoncez les effets négatifs de la mondialisation et vous proposerez des solutions pour y remédier.	D	14
Rédigez la version écrite de ce discours, dans un devoir organisé d'une trentaine de lignes.	β	3
QUESTION DE LÉGISLATION DU TRAVAIL :		
10 a) Quel est l'objectif de la formation professionnelle continue ?	D	2
b) Quels sont les droits du salarié en matière de formation ? Quelle condition doit-il remplir pour pouvoir faire sa demande ?	TR	2

Copyright © 2026 FormaV. Tous droits réservés.

Ce document a été élaboré par FormaV© avec le plus grand soin afin d'accompagner chaque apprenant vers la réussite de ses examens. Son contenu (textes, graphiques, méthodologies, tableaux, exercices, concepts, mises en forme) constitue une œuvre protégée par le droit d'auteur.

Toute copie, partage, reproduction, diffusion ou mise à disposition, même partielle, gratuite ou payante, est strictement interdite sans accord préalable et écrit de FormaV©, conformément aux articles L.111-1 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. Dans une logique anti-plagiat, FormaV© se réserve le droit de vérifier toute utilisation illicite, y compris sur les plateformes en ligne ou sites tiers.

En utilisant ce document, vous vous engagez à respecter ces règles et à préserver l'intégrité du travail fourni. La consultation de ce document est strictement personnelle.

Merci de respecter le travail accompli afin de permettre la création continue de ressources pédagogiques fiables et accessibles.